

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL SYNDICAL

Réf. : N°006/2021
 Page 1/2

Objet : Création
 d'un emploi non
 permanent relatif
 au Projet EEDD

Membres : 18
 Présents : 12
 Pouvoirs : 1
 Votants : 13
 Pour : 13

L'an deux mille vingt et un et le 19 mars à 15h00, Les membres du Comité Syndical du Regroupement Intercommunal de Valorisation d'Aménagement et de Gestion de l'Étang de Salses-Leucate, dûment convoqués le 8 mars, se sont réunis au lieu du siège du syndicat, sous la Présidence de Michel PY.

Titulaires présents : Pierre ABELANET, Marie-Laure BOYER-CORCUFF, Alain FERRAND, Alain GOT, Cédrik PANIS, Michel PY, Laurence REKAS

Suppléants présents : Frédéric ALOY, Martine GISOLO-ANGLI, Katia GUITER, Delphine MEUNIER, Chantal MEURET, Régis BEDOS (non votant)

Pouvoirs : Madeleine GARCIA-VIDAL à Katia GUITER

Secrétaire de séance : Marie-Laure BOYER-CORCUFF

Monsieur le Président rappelle le programme d'action 2021 concernant l'animation de la Maison de l'étang et le développement de l'EEDD sur le territoire de RIVAGE ; programme pour lequel le syndicat a demandé des subventions à la Région et aux Départements des Pyrénées-Orientales et de l'Aude.

Il précise par ailleurs que la réalisation de ce projet nécessite le recrutement d'un/e chargé/e de missions à condition de l'obtention des subventions.

Le Conseil Syndical :

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 34 et 3 II ;

Sur le rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré ; le conseil syndical décide :

- De créer un emploi non permanent dans le grade de technicien territorial (catégorie B), afin de mener à bien le projet de développement du potentiel de la maison de l'étang comme support à l'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) sur le bassin versant de l'étang de Salses-Leucate, pour une durée prévisible de 1 an.

Le contrat prendra fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération pour lequel il a été conclu ou, si après un délai d'un an minimum, l'opération ne peut être réalisée.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue n'est pas achevé au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

Reçu en Préfecture
 Rendu exécutoire
 Le :

Affiché
 Le :

Réf. : N°006/2021
Page 2/2

- Que l'agent recruté assurera les fonctions de chargé de mission EEDD à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35 h.
- Que la rémunération sera fixée sur la base de la grille indiciaire relevant du grade de technicien (catégorie B).
- Que les crédits correspondants sont inscrits au budget.
- Que le tableau des effectifs sera modifié dans ce sens.

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

POUR EXTRAIT CONFORME,
A LEUCATE,
LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS.

 
Le Président
Michel PY